

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RI&ID_NUMPUBLIE=RI_137&ID_ARTICLE=RI_137_0007

Introduction

par Olivier COMPAGNON

| Presses Universitaires de France | Relations internationales

2009/1 - n° 137

ISSN 0335-2013 | ISBN 9782130572800 | pages 7 à 11

Pour citer cet article :

– Compagnon O., Introduction, Relations internationales 2009/1, n° 137, p. 7-11.

Distribution électronique Cairn pour Presses Universitaires de France .

© Presses Universitaires de France . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Introduction

L'insertion de l'Amérique latine dans le concert des nations aux XIX^e et XX^e siècles est un thème classique de l'historiographie, pour lequel on est d'autant plus en peine de proposer une bibliographie exhaustive qu'il connaît aujourd'hui un *boom* dans le champ académique de nombreux pays¹. Abondance ne rime toutefois pas nécessairement avec diversité : la question des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis a en effet phagocyté une immense majorité de la production au détriment de multiples autres dimensions des relations internationales latino-américaines. Deux raisons principales expliquent cette réduction historiographique : d'une part, le primat d'une production marxiste ou d'inspiration marxiste entre la Seconde Guerre mondiale et le tournant des années 1970 et 1980, qui déclina une histoire des relations interaméricaines à l'aune exclusive des notions d'impérialisme, de néo-colonialisme et de dépendance² ; d'autre part, la réalité objective des politiques déployées par les États-Unis à partir de l'affirmation de leur *manifest destiny* à la fin du XIX^e siècle³.

Sur ces bases s'est fixé un cadre chronologique général rythmant la compréhension des relations interaméricaines en cinq temps bien distincts. En premier lieu, un court XIX^e siècle – des années 1820, signant à la fois l'accession à l'indépendance de la plupart des colonies ibériques et la

1. Pour le cas particulier du Brésil, voir Rafael A. D. Villa, « Apresentação », dossier « Relações internacionais », *Revista de Sociologia e Política* (Curitiba), n° 20, juin 2003, p. 7-11. L'auteur note que la vogue des relations internationales vaut autant dans la production de la recherche que dans les offres d'enseignement.

2. On en trouve un bon exemple sous la plume de l'historien argentin Tulio Halperín Donghi, *Historia contemporánea de América latina*, Madrid, Alianza Editorial, 1990 [1969]. Ou encore, à destination d'un plus grand public, chez l'Uruguayen Eduardo Galeano dans son célèbre ouvrage *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (Paris, Plon, coll. « Terre humaine », 1981 [1971]) où un chapitre s'intitule « L'unification de l'Amérique latine sous le drapeau rayé et étoilé » (p. 347).

3. La bibliographie sur les relations entre l'Amérique latine et les États-Unis est un puits sans fond que quelques outils de travail permettent d'éclairer : par exemple David F. Trask (éd.), *A Bibliography of United States - Latin American Relations since 1810 : A Selected List of eleven thousand Published References*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1968 ; David W. Dent, *Historical Dictionary of US-Latin American Relations*, Westport, Greenwood Press, 2005.

définition de la doctrine Monroe en 1823, à la fin des années 1880 – placé sous le signe d’une solidarité panaméricaine face aux craintes d’immixtion politique de l’Europe, mais aussi de l’achèvement du territoire états-unien qui prive le Mexique de 2,4 millions de kilomètres carrés (guerre américano-mexicaine de 1846-1848 conclue par le traité de Guadalupe Hidalgo). Deuxièmement, une phase particulièrement conflictuelle entre le tournant des années 1880 et 1890 et le début des années 1930, durant laquelle les États-Unis se tournent vers l’extérieur et affirment leur emprise politique et économique, non seulement sur l’Amérique centrale et l’espace caribéen (guerre américano-espagnole à Cuba en 1898 et mise sous tutelle de l’île en 1901-1903, indépendance du Panama en 1903, corollaire de Théodore Roosevelt à la doctrine Monroe en 1904, multiples interventions militaires dans la région jusqu’à la fin des années 1920), mais aussi sur l’Amérique du Sud (définition d’un axe Rio de Janeiro-Washington dans la première décennie du XX^e siècle, place croissante des États-Unis dans les relations commerciales des États latino-américains après la Première Guerre mondiale). Troisièmement, à partir de la première moitié des années 1930, un net assouplissement des relations inter-américaines, que Franklin D. Roosevelt place sous le signe de la *Good Neighbour Policy* peu après son accession à la Maison-Blanche et tente de renforcer dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, le conflit contraignant provisoirement les États-Unis à détourner leur attention de leur arrière-cour américaine. Quatrièmement, le temps de la guerre froide, qui est sous-jacente dès 1947-1948 (signature du traité interaméricain d’Assistance réciproque et naissance de l’Organisation des États américains) et fait réellement irruption en Amérique latine dans les années 1950 (crise guatémaltèque en 1954, révolution cubaine en 1959). La lutte contre le communisme revêt alors diverses formes, de l’aide au développement dans le cadre de l’Alliance pour le progrès de John F. Kennedy (1961) au soutien plus ou moins explicite apporté à de nombreux coups d’État (au Brésil en avril 1964, au Chili en septembre 1973, en Argentine en mars 1976) en passant par l’organisation de la lutte contre-révolutionnaire (débarquement de Playa Girón à Cuba en avril 1961, financement des *contras* au Nicaragua dans les années 1980). Clôturant le temps de la guerre froide, une cinquième et dernière phase s’ouvre à la charnière des années 1980 et 1990, au moment précis où le sous-continent latino-américain réintègre le giron de la démocratie. L’effondrement du socialisme réel dans les pays du bloc de l’Est éloigne la crainte d’une soviétisation de l’Amérique latine et permet au paradigme néo-libéral de s’imposer de l’Alaska jusqu’à Ushuaia : l’heure est désormais au « consensus de Washington » et au projet d’une grande Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Simultanément, Washington déplace durablement son attention vers le Proche et le Moyen-Orient à la suite de la première guerre du Golfe, au point que les diplomates européens en poste en Amérique latine considèrent que, jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, les puissances du Vieux Continent n’ont eu les coudées aussi franches au sud du Rio

Grande. Cette ultime séquence correspond, certes, au « virage à gauche » de l'Amérique latine, à la suite de l'accession au pouvoir de Hugo Chávez au Venezuela en février 1999, et à la réapparition de formes de tensions rappelant celle de la guerre froide (soutien de Washington à la tentative de coup d'État au Venezuela en 2002, projets alternatifs d'intégration régionale portés par certains gouvernements latino-américains contre la ZLEA, etc.). Toutefois, à l'heure de la « latino-américanisation des États-Unis », consécutive aux mouvements migratoires du sud vers le nord du continent, les rapports de force semblent bien avoir évolué comme le montrent, par exemple, les promesses d'assouplissement de la politique états-unienne à l'égard de Cuba formulées par Barack Obama durant sa campagne et peu après son élection à la Maison-Blanche en novembre 2008⁴.

Ces éléments étant posés, ce dossier de *Relations internationales* ne vise pas à mettre en cause l'importance et la nature de ces relations interaméricaines, à contester les principaux linéaments de cette chronologie ou à renoncer complètement aux paradigmes traditionnellement appliqués aux relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. En témoigne l'article de Pierre Gertslé sur l'affaire guatémaltèque de 1954, qui décrit les stratégies déployées par Washington au sein des organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Organisation des États américains) pour faire avaler la couleuvre d'une ingérence militaire dans la vie politique d'un pays qui venait de s'ouvrir à la démocratie. Au travers des six articles réunis ici, il s'agit plutôt de rendre compte de certains renouvellements récents permettant d'élargir la focale et de penser la complexité de relations internationales qui ne se sont jamais réduites à l'interaction entre un centre nord-américain impérialiste et une périphérie latino-américaine sous influence.

Renouvellement des temporalités, en premier lieu. Plusieurs articles permettent en effet, sinon de proposer un nouveau séquençage des relations internationales de l'Amérique latine, du moins d'attirer l'attention sur des conjonctures particulières ou des mouvements de temps long jusque-là peu connus. Ainsi semble-t-il important de réévaluer la place de la Première Guerre mondiale et des espoirs conçus dans la nouvelle organisation internationale qui en découle – étudiée respectivement par Olivier Compagnon et par Yannick Wehrli – dans l'histoire du XX^e siècle latino-américain. Si les pays d'Amérique latine voient leur dépendance politique et économique vis-à-vis de Washington renforcée à l'issue du conflit et s'ils ne parviennent pas réellement, en tant que « petits États », à trouver une place au sein d'une Société des Nations désertée par les États-Unis, ces expériences n'en sont pas moins décisives pour comprendre l'émergence de nouvelles stratégies internationales à partir des années 1930, notamment en termes de diplomatie culturelle ou de refor-

4. Pour une vue d'ensemble sur les XIX^e-XX^e siècles, voir par exemple Peter H. Smith, *Talons of the Eagle. Latin America, the United States and the World*, Oxford, Oxford University Press, 3^e éd., 2007.

mulation des enjeux panaméricains. De son côté, Pierre Gerstlé invite à repenser les années 1950 et le statut de tournant habituellement attribué à la Révolution cubaine : si celle-ci apparaît bien aux yeux des États-Unis comme la matérialisation du péril communiste dans les Amériques, elle ne doit pas faire oublier l'importance que revêt l'épisode guatémaltèque de juin 1954. Au contraire, le renversement du président Arbenz est un élément clé dans la radicalisation révolutionnaire des gauches latino-américaines, qui voient dans ce déni de la démocratie la preuve patente que seule la révolution armée est susceptible de créer les conditions d'une vraie transformation politique et sociale. Par conséquent, le moment révolutionnaire que vit l'Amérique latine tout au long des années 1960 et 1970, auquel les États-Unis répondent notamment par la stratégie des « coups d'État préventifs », apparaît au moins autant comme le produit de 1954 que comme celui de 1959. Enfin, Juliette Dumont et Anaïs Fléchet attirent l'attention sur le fait que les ruptures chronologiques communément admises occultent parfois des logiques de temps long : tel est le cas de la diplomatie culturelle brésilienne, qui prend forme dans l'entre-deux-guerres et se développe tout au long des années 1940, 1950 et 1960 dans un *continuum* que le temps de la guerre froide ne remet pas réellement en cause.

Renouvellement disciplinaire et thématique, en second lieu. L'étude de la diplomatie brésilienne à l'échelle d'un demi-siècle témoigne en effet de tendances récentes dans l'historiographie des relations internationales de l'Amérique latine⁵, qui a tardé à prendre en compte la question des politiques et des transferts culturels jusqu'à une période très récente. Elle montre notamment que certains pays d'Amérique latine – ici, le Brésil – jouèrent un rôle actif et assumé comme tel dans la construction de nouveaux liens avec les États-Unis ; autrement dit que l'américanisation culturelle fut également susceptible de séduire – par les produits qu'elle proposait, par les contreparties qu'elle offrait – et de faire l'objet d'une appropriation active de la part des élites latino-américaines⁶. Par ailleurs, l'article de Marcelo B. Kohen témoigne des vertus heuristiques de l'approche juridique des relations internationales. En évaluant la contribution de l'Amérique latine à la construction du droit international dès le début du XIX^e siècle (notamment par l'invocation de la règle de l'*uti possidetis*), il remet en question le statut périphérique traditionnellement accordé à la région et rappelle utilement que celle-ci fut également, en cette matière comme en de nombreuses autres, un laboratoire de la modernité. Enfin,

5. Sur l'histoire des relations culturelles internationales, voir l'état des lieux proposé par *Relations internationales* dans deux volumes de 2003 : « Diplomatie et transferts culturels au XX^e siècle », 1 et 2, n° 115, automne 2003 et n° 116, hiver 2003. Ainsi que Hugo R. Suppo et Mônica Leite Lessa, « O estudo da dimensão cultural nas Relações Internacionais : contribuições teóricas e metodológicas », in Mônica Leite Lessa et William da Silva Gonçalves (org.), *História das Relações internacionais. Teoria e processos*, Rio de Janeiro, Editora da Universidade do Estado do Rio de Janeiro, 2007, p. 223-250.

6. Sur ce point, voir aussi Antonio Pedro Tota, *O imperialismo sedutor. A americanização do Brasil na época da Segunda Guerra*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000.

Claude Auroi propose une lecture des dynamiques d'intégration régionale à l'œuvre dans le second XX^e siècle dans une perspective résolument pluridisciplinaire, en articulant les questions de développement, l'histoire politique des différents États et le cadre plus global des relations internationales afin de penser ce qui apparaît bien comme le dernier avatar en date du panaméricanisme⁷.

Olivier COMPAGNON,
Université de Paris III - Sorbonne-Nouvelle
(Institut des hautes études de l'Amérique latine),
Institut universitaire de France.

7. Miriam Gomes Saraiva, « A evolução dos processos de integração na América latina », dans Mônica Leite Lessa et William da Silva Gonçalves (org.), *op. cit.*, p. 111-132.